Programme de Mélenchon : un catalogue de mesures qui ne permet pas de faire face à la crise écologique

Il nous faut reconnaître que Mélenchon, par rapport à son origine (et à celle de son allié le PCF) a fait des progrès dans la prise en compte de l'écologie. Le programme aborde des sujets fondamentaux comme l'énergie, l'habitat, les transports, le logement, l'agriculture, la consommation, la biodiversité, etc. Contrairement aux autre candidats institutionnels, il envisage l'arrêt des grands projets inutiles et dangereux tels NDDL ou Bure. Il aborde de nombreux sujets souvent détaillés, allant même jusqu'à préconiser la réduction de *« la part des protéines carnées dans l'alimentation au profit des protéines végétales ».* Malheureusement, il s'agit principalement d'un catalogue à la Prévert de bonne intentions.

De grands principes…

Car Mélenchon veut nous faire croire qu'avec quelques mesures dans le cadre du capitalisme, on pourrait sortir de la crise climatique. C'est impossible, tout comme il est impossible de sortir de la crise économique du capitalisme par la politique keynésienne qu'il préconise. Soulignons d'ailleurs la contradiction du réformisme : puisque l'on ne veut pas exproprier l'économie privée, on ne peut que l'inciter, la « relancer »… Certes Mélenchon veut mettre cette relance « au service de la transition écologique ». Mais le gâchis et le productivisme sont consubstantiels au capitalisme. L'urgente transition écologique ne peut se faire qu'en rupture avec l'économie de marché, puisque celle-ci ne repose que sur la concurrence, seul moyen de survie des entreprises.

Comme le reste du programme de la France insoumise (FI), le programme écologique est basé sur de grands principes, mais sans les moyens réels de les appliquer. L'exemple le plus frappant est la proclamation qui figure au fronton du chapitre intitulé *« Face à la crise climatique, la planification écologique », qui est : « Inscrire dans la Constitution la règle verte instaurant l'obligation de ne pas prélever davantage que ce que notre planète peut régénérer ».*

La Constitution de la V ème République sous laquelle nous vivons proclame déjà de nombreux principes généraux[1] qui n'ont aucune réalité, tout comme le « principe de précaution » que Chirac avait fait ajouter. Cela fait des décennies que les COP successives se contentent de voter des résolutions appelant à une limitation du réchauffement climatique, et que les objectifs ne sont jamais atteints.

…pour une planification fictive

Mélenchon se gargarise de mots comme celui de « planification écologique ». Il ignore peut-être que ce terme est largement employé dans les services du ministère de l'écologie[2]… et qu'il ne désigne que des objectifs que les patrons de l'énergie ou du recyclage sont suppliés d'atteindre. Même à l'époque gaulliste, où l'économie française était beaucoup plus régulée qu'aujourd'hui, on parlait de « planification indicative », pour la distinguer de la « planification impérative » des « économies socialistes » (staliniennes). Pour qu'il y ait une véritable planification, il faut que les capitalistes soient expropriés et pour qu'elle soit démocratique, il faut que les travailleurs/ses soient aux postes de commande.

« Pôle public de l'énergie » et coopératives locales

Mélenchon compte donc sur l'État (toujours vu comme un outil réutilisable à souhait) pour intervenir légèrement dans l'économie. Il veut donc constituer un « pôle public de l'énergie »[3] : pas un monopole, mais un ensemble d'entreprises publiques en concurrence avec le privé. Il ne veut exproprier aucun capitaliste. Autrement dit, il veut payer, aux conditions des capitalistes, pour rentrer dans le capital de ces entreprises… avec quel argent ? Mélenchon veut donner des directives, mais tant que l'on se refusera à toucher à leur propriété, les capitalistes auront le dernier mot.

Au même chapitre, la création de coopératives locales (qui demeureraient en concurrence avec le privé auquel on ne touche pas) relève de la même conception utopique alors que l'histoire a montré que la coexistence public-privé n'est en aucune façon capable de contrecarrer la folie meurtrière du marché.

La fiscalité, panacée du réformisme

Avec si peu d'incursions dans la propriété privée, Mélenchon compte centralement sur la fiscalité, qui est d'ailleurs l'outil central de son programme. En effet ses mesures écologistes (comme les mesures sociales) nécessitent un gros transfert d'argent :

- « Mettre fin aux situations de précarité énergétique que vivent les ménages » ;
- « assurer l'isolation d'au moins 700 000 logements par an » (rénovation écologique du bâti)
- « imposons la gratuité des quantités [d'énergie] nécessaires à une vie digne» ;
- « Sauver l'écosystème et la biodiversité ».

On le sait, Mélenchon prétend que via l'impôt sur le revenu, il prendra l'argent des riches au-delà de 30 000 € / mois. Nous ne croyons absolument pas que Mélenchon résisterait aux pressions des capitalistes contre cette mesure. Aucun gouvernement capitaliste n'a appliqué de revenu maximal dans l'histoire, sauf un court instant pendant l'effervescence révolutionnaire de 1789… Or malgré tout son imaginaire jacobin, Mélenchon n'a aucune envie de s'appuyer sur une réelle révolution.

Plus déplorables encore sont les rares moyens de pression proposés pour forcer les industriels à obtempérer. On retrouve ici entre autres la vieille antienne réformiste des taxes incitatives dont l'inefficacité est patente :

- « Introduire une contribution carbone sur le transport de marchandises »
- « Instaurer une taxe kilométrique aux frontières de la France pour intégrer le coût

écologique dans les produits, qui dépendra de la distance parcourue par les produits importés »

On sait pertinemment que les capitalistes se soucient comme d'une guigne de telles taxes dont le poids est systématiquement reporté sur les travailleur/ses. Un gouvernement Mélenchon ne pourrait donc pas mettre ce genre de taxe à un niveau élevé, sous peine de frapper de plein fouet les travailleur/ses les plus pauvres. Au final, avec de nouvelles taxes symboliques (comme « l'éco-contribution »), l'empreinte carbone des marchandises demeure inchangée.

Nucléaire et renouvelables : plus vite !

Au sujet du nucléaire, on se trouve là aussi en face d'un programme mollasson et irresponsable qui propose une sortie progressive en plusieurs décennies. À l'heure où les centrales arrivent en fin de vie, c'est un véritable scandale. Bien davantage que de ne pas être « une solution d'avenir » comme dit dans le programme de la FI, le nucléaire est une véritable bombe à retardement : Tchernobyl et Fukushima nous l'ont montré clairement.

Arrêtons de repousser la date de sortie et exigeons-la maintenant ! Melenchon s'appuie sur le poussif scénario Négawatt qui ne propose pas mieux en matière de développement des énergies renouvelables que feu le grenelle de l'environnement de Sarkozy. Nous voulons une sortie du nucléaire en moins de 10 ans basée sur le scénario du NPA, en mettant les moyens nécessaires sur les économies d'énergie, et sur le développement des énergies renouvelables. Avec une monopole de l'énergie sous contrôle des travailleurs/ses, nous pourrons engager une reconversion des emplois du nucléaire dans les énergies renouvelables et dans la gestion de l'aval du cycle (déchets, démantèlement…). Voilà ce qui serait le début d'un vrai programme de transition énergétique.

Quelques autres mesures

Même s'il s'agit de thèmes importants, les principales mesures du programme de la FI montrent clairement qu'il s'agit d'une tentative « d'encadrer » le marché capitaliste, par des incitations, dissuasions et incantations :

- Mélenchon souhaite à juste titre développer les transports publics écologiques en « refusant la mise en concurrence du transport ferroviaire » : le programme n'indique pas de moyens, il faut là encore extraire de force ce pan de l'économie de marché, et le mettre sous contrôle démocratique réel. Son engagement pour « la sortie du diesel en commençant par supprimer progressivement l'avantage fiscal pour les flottes d'entreprises » reste trop incitative pour être une vraie mesure.
- Mélenchon constate le *« règne du déménagement permanent des marchandises »*, mais ne veut pas voir que cette logique (« flux-tendu », permettant de ne pas avoir de stock à gérer) sert à augmenter le taux de profit des entreprises. Ainsi, les taxes qu'il

veut mettre en place seront au mieux très minimes (sinon, la mobilisation des grands capitalistes sera trop importante, et il ne pourra pas résister seul à la tête du pays).
- Dans le point sur la biodiversité, Mélenchon fait des déclarations de principe (qui font bien) comme « bannir les pesticides nuisibles », évoquant même l'éradication de la maltraitance animale, mais sans préciser aucun moyen de mise en œuvre.
- Mélenchon fait le constat de dissymétries dans les territoires, dans les villes, etc. Il veut à juste titre défendre et reconstruire le maillage de transports en commun et les services publics sur tout le territoire, dans les départements ruraux et les quartiers populaires. Il veut inverser la logique de compétition entre territoires et stopper l'étalement urbain en incitant au rapprochement entre bassins de vie et d'emploi. Il ne parle cependant pas de gratuité des transports, ni de comment il pourra réaliser ses mesures. Il ne s'interroge pas non plus sur les raisons de la ghettoïsation de certains endroits, dû à la surexploitation capitaliste de certaines catégories de la population. Sans s'attaquer aux racines du mal, il ne peut apporter que de beaux principes en guise de pansements.

L'ensemble du programme écologique de la FI n'est donc au final qu'une énumération de mesures abstraites ou anodines, condamnées à l'impuissance faute de remettre en cause le pouvoir des capitalistes sur les moyens de production. Il faut donc que notre classe prenne le pouvoir par la mobilisation et l'auto-organisation et décide collectivement, en dehors du cadre de la concurrence capitaliste, de notre production, et de notre écologie !

N'attendons pas un sauveur, organisons-nous, et prenons conscience collectivement des possibilités que nous avons si nous ne laissons pas dicter nos vies par un système économique et par des grandes multinationales lobbyistes.

1Cf. Notre article *Une nouvelle constitution bourgeoise pour réformer le capitalisme*

2
http://www.developpement-durable.gouv.fr/action-des-territoires-transition-energetique
http://www.developpement-durable.gouv.fr/node/1171#e8
http://www.developpement-durable.gouv.fr/trame-verte-et-bleu

3Même logique qu'avec son « pôle public bancaire » dont nous avons déjà parlé.

Tendance CLAIRE, le 19 février 2017